



COMMUNIQUE DE PRESSE 28/01/10 : **Le vrai visage de la croissance verte : les agents du MEEDDM verts de rage !**

Le 28 janvier a eu lieu une fastueuse conférence nationale sur les métiers de la croissance verte : quelques intervenants sont arrivés en retard parce qu'ils étaient bloqués dans les embouteillages (sic).

Ce nouveau « Grenelle show » a fait émerger de façon consensuelle certains axes importants pour le développement de cette nouvelle croissance verte : compétences, formation, travail sur les cœurs de métier, territorialité, fidélisation des travailleurs dans ces domaines en rendant ces emplois attractifs (conditions de travail, rémunération, perspectives de carrières...)

Pourtant le ministère de l'écologie agit tout autrement dans la pratique :

1) Le ministère de l'écologie intègre les problématiques de bâtiment et des travaux publics. Ces domaines sont les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre. Il y a donc un enjeu majeur à les faire évoluer.

Pourtant le ministère stigmatise les activités qui y sont liées et se désengage totalement, alors que les besoins en technicité, innovation, recherche et développement et mise en oeuvre opérationnelle est criante. Certains ne veulent pas voir que derrière le noir on peut trouver du vert ;

2) alors qu'il apparaît nécessaire de disposer de services de l'Etat au niveau départemental et infradépartemental pour décliner, valoriser, porter les filières et les emplois liés au grenelle de l'environnement :

le ministère se désengage de ces territoires et se retranche au niveau régional. Il retire aux collectivités un appui pourtant crucial pour leur service ;

3) le ministère de l'écologie n'offre à ses agents aucune perspective d'amélioration des carrières, des rémunérations et dégrade les acquis existants. **Il fait tout pour que les agents fuient le ministère.**

Au final, même le Ministre d'Etat ne sait plus combien d'emplois peuvent être créés par cette croissance « dite verte » : 14 000, 24 000, 150 000, 600 000, 1 000 000. Par contre, ce qui est visible concrètement pour les agents de ce ministère, **c'est la destruction de 1 774 emplois publics avec la Révision Générale des Politiques Publiques.**